26me Année N° 6088 — BUREAUX: RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX: RUE NEUVE, 17 — Jeudi 3 Mars 1881

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:
Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . 25.»
» » Un an . . 50.»
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*.

Imprimeur-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS:
Annonces: la ligne. . . . 25 c
Réclames: » . . . . 50 c
Faits divers: » . . . . 50 c
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à *Roubaix*, au bureau du journal, rue Neuve, 17; chez M. Gravier, Affiaire, Grande Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 2 MARS 1881

BOURSE DE PARIS (Service gouvernemental)	28 FÉVR	2 MARS.
3 0/0	83 70 ./.	83 65 ./.
3 0/0 amortissable	85 00 ./.	84 85 ./.
3 1/2 0/0	114 25 ./.	116 50 ./.
Emprunts 5 0/0	119 35 ./.	117 27 1/2
Service particulier	**1er MARS**	**2 MARS.**
Act. Banque de France	4150 00	4120 00
» Société générale	667 00	672 00
» Crédit f. de France	1670 00	1675 00
» Chemin autrichien	233 00	237 00
» Lyon	1590 00	1605 00
» Est	787 00	790 00
» Ouest	875 00	875 00
» Nord	1740 00	1755 00
» Midi	1170 00	1180 00
» Suez	1680 00	1710 00
5 % Peruvien	2593 00	00 0/0
Act. Banq. ottom. (anc.)	564 00	567 00
» Banq. ottom. (nouv.)	00 00	00 00
Londres court	25 37 00	25 31 00
Créd. Mob. (act. nouv.)	735 00	730 00
Turc	1330 00	1335 00

BULLETIN DU JOUR

M. Gambetta patronne à Mortagne M. Dugué de la Fauconnerie: son candidat est battu. A Courbevoie, un opportuniste avéré, ancien 363, M. Deschanel, demande à ses anciens électeurs le renouvellement de son mandat: on lui préfère au scrutin un ancien communard, un ancien forçat, M. Roques de Filhol! Faut-il voir dans ces résultats, comme le veulent les intransigeants, la « *dégringolade* » du pr sident de la Chambre? Assurément non, mais il est évident que M. Gambetta, à la suite de ces deux incidents, est quelque peu « *amoindri*, » selon l'expression du *Soleil*.

On essaye, il est vrai, dans le camp opportuniste, de pallier la portée de l'échec de M. Dugué de la Fauconnerie. Mais, c'est vainement que l'on s'efforce de faire oublier la campagne entreprise, en sa faveur, par la *République française*. Seul de tous les journaux de gauche, le moniteur de M. Gambetta a pris, en effet, la défense de l'ancien directeur de l'*Ordre*. Le protecteur partage donc la défaite du protégé, et toutes les atténuations actuelles ne peuvent rien contre cette contestation.

Pour l'élection de Courbevoie, les opportunistes adoptent du moins une explication ingénieuse. Elle est exposée tout au long dans le *Parlement*:

« En usant comme ils l'ont fait de leur droit de suffrage, les électeurs de la troisième circonscription de Saint-Denis ont, sans s'en douter, fourni un argument aux partisans du scrutin de liste. A ce point de vue, l'élection d'avant hier vient à propos. Elle vient même tellement à propos qu'un de nos confrères soupçonne les opportunistes d'avoir voté pour M. Roques de Filhol, afin de réduire à l'absurde le scrutin d'arrondissement. Pour déjouer cette manœuvre, les amis de la Commune auraient voté pour M. Deschanel et se seraient ainsi trouvés en minorité. C'est une hypothèse; nous la donnons pour ce qu'elle vaut. »

Elle ne vaut pas grand'chose. Car, à *Courbevoie*, l'on était en plein département de la Seine, dans la région privilégiée où s'est créée, où a grandi, où s'est étendue la popularité de M. Gambetta, où son patronage suffisait naguère pour assurer le succès des candidatures de gauche qui avaient sa préférence, enfin au centre de son action électorale. Les faits semblent démontrer, par conséquent, que, depuis quelque temps, M. Gambetta n'exerce plus sur le parti républicain tout entier cette « dictature de la persuasion » que nous vantait récemment M. Ranc son *fidus Achates*. M. Henri Maret s'en réjouit naturellement dans la *Vérité*. Il nous dépeint le « dictateur » se rattrapant à toutes les branches, mais ne pouvant plus compter que sur « les marchands de vin qui veulent fourrer du bois de campèche dans leur liquide, les charcutiers qui utilisent la trichine, les financiers véreux qui veulent mettre en actions la fertilisation des glaces du pôle nord, continueront à assiéger le Palais-Bourbon, de plus en plus vide d'honnêtes gens. » C'est aller trop loin; M. Gambetta est dans une mauvaise veine, mais la série peut s'épuiser. N'est-il pas assez avisé et assez habile en effet, pour reconquérir alors, et d'un seul coup, tout le terrain qu'il perd depuis quelque temps?

LA GUERRE

Les feuilles allemandes ne cessent pas de signaler l'avènement possible de M. Gambetta au pouvoir comme devant donner le signal de la guerre.

La *Gazette de Cologne* disait à propos de l'interpellation du Sénat:

« M. Ferry a joué le rôle le plus pitoyable que jamais ministre français ait joué; il a même dû, au milieu des gémissements du président du Sénat, descendre de la tribune ou il ne pouvait plus se faire entendre; il s'agitait et se tordait comme s'il eût avalé du poison, sans que le ministre de la guerre vînt à son aide, et finalement on est resté en présence du même dilemme qu'au commencement: ou bien les ministres savaient qu'on jouait avec la torche de la guerre, et alors ils sont coupables; ou bien ils ne le savaient pas, et alors ils sont incapables et indignes de confiance...

« Qu'est ce que M. Barthélemy Saint-Hilaire doit penser de ses honorables collègues et particulièrement de M. Farre? Croit-il, désormais, avec ces gens-là, pouvoir répondre de la paix? Et qu'est-ce que « l'hôte de l'Elysée » pense de l'accord de ses ministres et de la considération de sa République? C'est ce que nous apprendra un prochain avenir, si toutefois il nous apprend quelque chose et que tout ne reste pas sur l'ancien pied. Quant à l'étranger, les derniers « incidents imprévus » ont leur importance, en tant seulement qu'ils sont les symptômes d'un système inquiétant ou plutôt d'une politique absurde de hasards et de coups de tête; par conséquent, avis de se tenir sur ses gardes. »

On lit encore dans le même journal:

« La majorité de la Chambre des députés s'est montrée aussi candide que M. Ferry, dont le fort n'est pas la politique étrangère. Le pays sera-t-il aussi facile à convaincre? C'est là ce que les prochaines élections nous apprendront.

Il n'en est pas de même de l'Europe; *elle sait ce qu'elle doit attendre d'un ministre de la guerre comme M. Farre, qui a été placé dans ce poste important par M. Gambetta*. Le système des créatures et du double gouvernement a conduit, sous Louis-Philippe et Guizot, à la révolution de Février, sous le vice-empereur M. Rouher et l'impératrice Eugénie, avec MM. Le Bœuf et Ollivier, à la catastrophe de 1870. Si les Français l'ont déjà oublié, s'ils sont des enfants crédules qui se laissent jouer et s'ils donnent aux élections à M. Gambetta cette solide majorité qui lui reste attachée dans toutes les circonstances et dit toujours oui à ce qu'il imagine, il n'y a rien à faire avec eux. Nous autres à l'étranger, nous sommes avertis; nous savons que M. Gambetta ne manque pas une occasion pour rappeler au peuple français le remaniement de la carte de l'Europe d'après les vœux de la France, et nous savons pourquoi il agit ainsi.

On s'est beaucoup étonné, depuis quelque temps, du grand nombre d'Allemands sujets Prussiens qui se trouvent en France, et notamment à Paris et à Lyon et qui travaillaient à prix réduit, comme dans les dernières années qui ont précédé l'invasion.

Un petit journal allemand qui arrive rarement en France, donne les explications suivantes:

« Chaque sujet prussien qui vient à Paris ou à Lyon pour y travailler, fait connaître à Berlin la maison de commerce ou industrielle qui l'occupe, et le prix de la journée qui lui est payée, ou enfin, ce qu'il peut gagner par le travail auquel il est occupé. »

Après ces indications reçues à Berlin le gouvernement allemand fait payer à chaque sujets prussien un complément de subsides qui lui permet de travailler à un cours beaucoup plus bas que nos nationaux.

D'autre part, dans les départements du Jura et de l'Ain, la population se plaint de l'envahissement des Allemands qui viennent s'installer dans les localités les plus voisines de la frontière suisse et qui, sous prétexte d'industrie de toute sorte, pénètrent chez les habitants, qu'ils accablent de questions en se prétendant Alsaciens ou Lorrains expulsés de leur pays.

Affaires du Transvaal

On lit dans le *Times* du 28 février:

« L'attention du parlement se concentrera aujourd'hui sur les nouvelles déplorables reçues de l'Afrique centrale. Un détachement commandé par sir Georges Colley, et composé de 600 hommes, a essuyé une défaite importante. La bataille a été livrée hier non loin du camp anglais à Mount Prospect et ce sont les fuyards qui en ont apporté les nouvelles. Suivant leurs récits il ne serait guère resté qu'une centaine d'Anglais. Quantité d'officiers des grades les plus élevés auraient été tués ou blessés, et les télégrammes officiels ne démentent pas que sir Georges Colley ait été tué.

» Le général Colley quitta le camp de Mount Prospect samedi, à minuit, à la tête de six compagnies. Il marcha sur Laing's Nek et prit position à gauche sur une colline connue sous le nom de Spitz Kop. Les Boers l'attaquèrent rigoureusement, ils montèrent quatre fois à l'assaut, et auraient, dit-on, été repoussés lorsqu'ils s'aperçurent que les munitions faisaient défaut aux Anglais. Ceux-ci durent battre en retraite. Si les bruits qui courent à Newcastle sont fondés, il paraîtrait que l'on n'avait pas emmené de réserves de munitions et qu'au moment le plus critique on s'est trouvé sans défense.

» On se demande pourquoi le général Colley s'est exposé à attaquer avec des forces insignifiantes. Le désastre, tout déplorable qu'il est, ne changera en rien la situation militaire. La plupart des corps anglais n'ont pas été engagés dans cette malheureuse entreprise, et l'on prendra immédiatement des mesures pour remplacer sir Georges Colley.

» Le *Standard* dit qu'il ne saurait plus être question de conditions de paix avec les Boers jusqu'à ce qu'un général anglais victorieux publie lui-même, à Prétoria, à quelles conditions les insurgés seront jugés dignes de pardon. Il y a mieux à faire que de discuter des conditions avec les Boers. La honte d'une défaite doit être effacée et l'honneur des armes anglaises doit être vengé. »

Les deux formes de scrutin

La lutte entre les partisans des deux formes de scrutin se poursuit ardemment et violemment. Ce qui nous plaît dans ce conflit, c'est que, des deux côtés, on établit, avec les preuves de conviction à l'appui, que, dans les conditions où elle s'exerce, l'élection résultant des listes ou de l'arrondissement ne saurait traduire le vrai sentiment du pays, donner un représentant digne de ce nom.

Dans la commission comme dans la presse, les champions des deux causes se jettent leurs vérités à la tête.

Il faut bien le reconnaître, de part et d'autre, on dit la vérité.

Il est certain qu'avec les pratiques corruptrices de l'administration, avec l'assurance des agents [illegible] par l'impunité que leur assure la justice, Cazot, la lutte dans l'arrondissement est pour ainsi dire illusoire.

Au département, elle n'est pas plus possible; les listes sont faites à l'avance en haut lieu, et imposées par les agents de tous ordres de l'administration, qui reçoivent sur ce point des instructions pressantes et sévères.

C'est ce qui fait que nous assistons à ce débat sans nous passionner outre mesure.

Nous ne nous faisons pas d'illusions: les élections ne sont possibles que par la liberté, et c'est parce que nous en sommes convaincu que nous avons autant pressé les conservateurs de présenter et de défendre des lois de liberté.

Avec la liberté les conservateurs peuvent tout pour le salut du pays, — sans la liberté ils sont impuissants, ils sont désarmés!

Pour faire des élections il faut un courant, et pour établir un courant, il faut la liberté.

Que ce soit le scrutin de département ou le scrutin d'arrondissement qui triomphe, si l'administration est maîtresse, si elle peut être impunément opprimée, c'est le gouvernement qui fera les élections.

Pour nous, nous ne voyons pas de meilleur terrain électoral, à la Chambre, au Sénat, dans la presse, dans le pays, que les revendications de nos droits et de nos libertés, violés, confisqués par un gouvernement de parti qui nous mène à la guerre imbécile, et à la honte par la dictature incapable.

(*Gazette de France*)

Les Sœurs des Hôpitaux

La protestation de M. le docteur Desprès contre la laïcisation des hôpitaux, ne pouvait demeurer isolée. D'autres médecins se sont déjà élevés contre cette prétention tyrannique d'expulser les sœurs des hôpitaux et des asiles; d'autres protesteront encore, avec les mêmes preuves et les mêmes objections. Mais l'administration ne prendra point souci de ces objections et de ces preuves. Dans sa haute compétence, elle a jugé qu'il était indispensable de remplacer les religieuses des hôpitaux par des infirmières laïques: et elle remplacera. Les hommes les mieux placés pour bien voir les choses auront beau lui dire qu'elle fait une sottise dont les malades porteront la peine, l'administration passera outre et remplacera. C'est une idée fixe.

M. Hérold qui est un terrible ennemi de tout ce qui porte soutane ou robe noire, s'est juré de purger de tout élément ecclésiastique et religieux, les établissements placés sous sa juridiction aussi partiale que maladroite. Cette manie fera sa petite célébrité dans l'histoire où il partagera, avec Raspail, la réputation d'avoir détesté les prêtres et les religieuses avant tout. D'aucuns disent qu'il est très sincère. C'est possible, mais ce n'est pas une excuse. Il y a des gens qui commettent les plus grandes folies avec la plus entière sincérité; mais, ce ne sera jamais une raison pour en faire des sénateurs et des préfets de la Seine.

Le nombre est considérable des établissements hospitaliers et des asiles, dans le département de la Seine, et pourtant, il est encore insuffisant et ne répond pas aux nécessités de plus en plus urgentes. L'Assistance publique est débordée, et les médecins se trouvent souvent dans la dure obligation de refuser, aux malades les plus intéressants et les plus dignes de compassion, les portes des hôpitaux. Déjà la noble et rude besogne qu'ils font est assez difficile, pour qu'on ne leur suscite point de nouveaux embarras. Mais les hommes à plume et à paperasses ont la haute direction de toutes ces choses, et ils prennent les décisions les plus importantes et les plus ridicules, sans consulter qui que ce soit. Si énorme que cela paraisse il faut y croire.

Au premier abord, cependant, il semble que, dans une affaire de ce genre, si l'administration était, ce qu'elle devrait être, le moins du monde soucieuse des intérêts de ses administrés, et dans ce cas particulier, de l'intérêt de la population hospitalière, son premier soin devrait être de s'adresser aux hommes qui voient les choses de près et de leur exposer ses projets et ses plans, en leur demandant, si, le cas échéant, leur application leur en paraît possible; alors, il y aurait là quelque libéralisme, et le libéralisme n'est plus de mise aujourd'hui. La passion politique, qui fait faire tant de sottises, a été et sera de plus en plus néfaste, dans cette circonstance particulière, et nul ne fera revenir une administration de sectaires sur l'application d'une mesure essentiellement contraire à la bonne économie des hôpitaux, mais qui donne satisfaction à quelques douzaines de politiqueurs, que la vue du chapelet des religieuses met hors d'eux-mêmes, et qui poursuivent imperturbablement un but, celui qui leur plaît, sans ce préoccuper des situations qu'ils exposent et des intérêts qu'ils compromettent.

Une célébrité médicale des hôpitaux de Paris, M. le docteur Potain, qui n'est pas plus suspect de cléricalisme que M. Armand Desprès, vient d'exposer dans une lettre irréfutable, les raisons qui lui paraissent militer en faveur du maintien des sœurs dans les hôpitaux. Il est difficile, on l'a vu, de condamner plus vertement tout ce branle-bas funeste commencé par une administration entièrement ignorante des choses du métier, et poursuivant son chemin, sans prendre garde aux observations les plus raisonnables, qu'il n'est pas possible de croire dictées par une hostilité préconçue aux institutions actuelles et même et surtout par des prédilections religieuses.

Il suffisait, pour jeter sur cette campagne si mesquinement entreprise, tout le ridicule qu'elle mérite, de dépeindre, tel qu'il est, le rôle des sœurs dans les hôpitaux, la discipline qui les régit et qui permet, sans que le service en souffre, de remplacer, sur l'heure, une religieuse qui paraît insuffisante ou trop rebelle,

N'y eût-il que cette considération qu'elle mériterait d'être examinée, surtout si l'on songe, comme le fait remarquer M. le docteur Potain, aux influences qu'il faudra ménager, lorsqu'il s'agira de statuer sur la situation d'une infirmière chaudement recommandée, et que l'on finira peut-être par maintenir dans son poste, malgré une insuffisance notoire, pour ne point indisposer tel personnage important qui se fâcherait et montrerait les dents.

Ce qui fait la supériorité de la religieuse, dans un hôpital, c'est qu'elle est un auxiliaire impersonnel. Le docteur Potain a raison de le dire, son ambition, ses préoccupations ne dépassent pas les quatre murs de la salle confiée à ses soins. En saurait-il être de même des infirmières laïques, filles, femmes ou veuves, sollicitées, c'est inévitable, par des intérêts extérieurs, par la famille, par le souci des leurs, par la maladie de leur mari, de leur père ou de leurs enfants, qui exigera des absences et provoquera nécessairement, dans le service, des troubles fâcheux? Il faut regarder les choses avec toute la passion aveugle d'aujourd'hui, pour ne pas s'incliner devant ces évidences, et pour persister dans l'exécution de modifications désastreuses, que l'on déplorera, comme toujours, quand il ne sera plus temps de les réparer.

Mon avis est, cependant, que ces protestations autorisées, exposées sans colère, par des hommes qui sont au cœur de la place et que l'on devrait toujours consulter, en tout état de cause, ne seront point entendues. L'expulsion des sœurs est décidée par des administrateurs et des comptables qui n'ont besoin de consulter personne, car ils sont au fait de tout, connaissent tout, savent tout, rien que pour s'être assis sur une chaise curule ou sur des ronds de cuir, dans les bureaux où ils trônent, avec la modestie de petits satrapes omnipotents. Ils ont décidé que les sœurs devaient partir, elles partiront. Tous les médecins des hôpitaux auront beau se lever, comme un seul homme, on leur dira que cela ne les regarde pas. Leur affaire est de faire entrer les malades, de les soigner et de les guérir, s'ils le peuvent.

Quant à la question des infirmières, elle est du ressort de la politique, et les médecins, rebutés et plus mal secondés désormais, n'ont pas grand souci des choses les plus urgentes, s'ils ne comprennent pas qu'après avoir démoli les crucifix dans les écoles, on ne peut décemment laisser les sœurs au chevet des malades dans les hôpitaux. Essuyez vos plumes, messieurs les médecins des hôpitaux de Paris; vous donnez de bonnes raisons, irréfutables même, mais au-dessus de vos observations il y a quelque chose que vous ne parviendrez jamais à atteindre: l'entêtement des gens qui obéissent à un mot d'ordre, et qui n'auraient pas de raison d'être où ils sont, s'ils n'y faisaient précisément ce que vous leur reprochez, avec l'expérience qu'ils n'ont pas et l'autorité qui leur manque.

JEAN DE NIVELLE.

L'*Echo du Nord* reproduit l'appréciation portée par le journal russe la *Voix* sur le dernier discours de M. Gambetta.

Nous en extrayons les lignes suivantes:

Les circonstances sont telles que l'avènement d'un ministère Gambetta serait un événement heureux pour la France et pour la marche générale des affaires européennes.

Il ne se trouve pas dans les rangs du parti républicain un homme plus capable de tirer la France de la triste situation (au point de vue international) dans laquelle l'ont plongée les erreurs de quelques-uns de ses hommes d'Etat.

Le président de la Chambre des députés sait ce qu'il veut, et il n'entre pas dans son programme de continuer cette politique impersonnelle grâce à laquelle la France ne s'occupe que de l'accroissement de ses richesses.

En arrivant au pouvoir, M. Gambetta saura rendre à la République française sa glorieuse importance en Europe.

Quand nous aurons ajouté que la *Voix* est, en Russie, l'organe le plus exalté du parti germanophobe, du parti qui estime que la guerre est pour la Russie le meilleur moyen d'échapper à de graves difficultés intérieures, du parti qui rêve l'abaissement définitif de l'Allemagne à l'aide d'une alliance franco-moscovite, les moins clairvoyants comprendront le sens du discours de Cherbourg et de la malencontreuse harangue de M. Spuller.

Nous ne pouvons que remercier l'*Echo* d'avoir signalé à l'attention publique un article sur la signification duquel il est impossible de se méprendre.

On ne pourra plus désormais reprocher à ceux qui redoutent l'entrée de M. Gambetta au pouvoir de céder à des préventions injustes.

Le chef de l'opportunisme est le candidat de la *Voix*; il ne peut plus être celui des partisans de la paix.

LES ICONOCLASTES

M. le juge de paix de Sainte-Hermine (Vendée) vient de faire arracher et disparaître le christ qui se trouvait dans son prétoire de la justice de paix. Légitimement indigné par cet acte arbitraire, l'honorable M. Landais, premier suppléant, a immédiatement adressé à M. le juge de paix une très énergique protestation, dans laquelle on lit:

« Je ne sais si vous avez fait enlever cet emblème religieux par ordre, ou si vous l'avez fait de votre chef; en tout cas, je proteste contre cet enlèvement. J'ai toujours cru que l'image de Celui qui a sans cesse prêché la conciliation ne pouvait être mieux placée que dans un tribunal de paix. »

En même temps, M. Landais faisait parvenir sa démission à M. le garde des sceaux.

FEUILLETON DU 3 MARS.

— 12 —

LE PAYS DU SOLEIL

de MM. Ch. DESLYS & R. CORTAMBERT

X

Çà et là, sur son passage, ils constata de nombreuses traces de sang. Les uyards avaient probablement emporté leurs blessés.

Une sorte de Nubien, au torse couleur de bronze, gisait à quelques pas, littéralement assommé par les coups de crosse de Pacôme.

« Quant à celui-ci, déclara l'incorrible docteur, changement d'ortographe... c'était un Maure et il est mort..... Passons! »

Plus loin, deux autres victimes: un indigène presque nu mais percé en pleine poitrine, déjà rigide et refroidi comme une statue de marbre noir, le second, coiffé de fez, portant sur son costume à la turque l'amulette sacrée des vrais croyants.

Sa blessure était mortelle. Il commençait cependant à revenir à lui. Peut-être en obtenait-on quelques renseignements? David Heyward survint.

« C'est un de nos fanatiques de Zanzibar. Im dit Ismaïl-bay. Ils auront prêché contre nous la guerre sainte, en vertu des droits de l'islamisme et réunis aux indigènes amenés par eux. Ils se sont cru de force à nous barrer le passage. Leur plan, je suppose était de nous surprendre pendant la nuit. L'apparition du Normand, la crainte d'avoir été découverts, auront précipité leur attaque.

— Bien diagnostiqué! fit le médecin. Mais écoutons ce misérable... il rouvre les yeux.. il va parler. »

« Rentrons au camp, dit-il. »

. . . . . .

Une heure plus tard, à l'autre extrémité de la plaine redevenue déserte en apparence, les broussailles s'écartèrent, livrant passage à deux hommes, à deux des vaincus, qui, l'un vers l'autre, rampaient dans la nuit.

Ils se rapprochèrent, et celui qui paraissait être le chef, car il portait le fez et l'amulette, dit à voix basse en désignant les fanaux allumés dans le camp des explorateurs:

« Trop bien gardés!... trop nombreux! Il nous faudrait le concours des Masaï...

— Nous l'aurons, Yacoub...

— Et, conclut celui qui venait d'être nommé, peut-être aussi l'aide de Farruck!...»

XI

Si la confiance des compagnons de David Heyward avait pu faiblir, elle leur serait revenue par l'aspect du camp, si rapidement transformé, grâce à son génie militaire, en une sorte de forteresse imprenable. Il y avait même, dans l'endroit le plus accessible et qui devait attirer l'assaut, une de ces petites mitrailleuses portatives qui sont de récente invention Krupp.

En rentrant, il fit tenir un conseil préalable, dans lequel il donna ses ordres. On resterait toute la nuit sous les armes. Dès l'aube naissante, on se remettrait en marche, et presque directement, par la montagne.

« Je comprends! fit Ismaïl, ce rempart sera pour nous une garantie contre les revendications du croissant?

— Oh! répondit Heyward, pas encore!

— Mais, fit observer le chef-guide de la carravane, ce projet est impossible avec les chariots?

— Ils passeront, affirma David.

— A travers le Kilimandjaro! se récria son contradicteur.

— Ne l'ai-je pas déjà franchi? répliqua l'Américain.

— D'accord! sir David, mais sans tout cet attirail.

— Ne t'en inquiète pas, Ali!... Je connais, parmi les contreforts inférieurs de la chaîne, un col que nous rendrons impraticable... Oh! ce sera difficile... non pas impossible... Voici la carte que j'ai dressée de notre premier passage... Etudie-la... dans une heure tu me diras ton avis!..»

Ali — tel était le nom du chef-guide — s'inclina.

C'était répondre à l'orientale. Entendre c'est obéir.

« Ce qui m'étonne, reprit Ismaïl, c'est le retard du renfort que j'attends... Un retard inexplicable...

— Si fait! hasarda David, il s'explique par le mauvais vouloir ou la trahison...

— Oh! se récria l'Egyptien, je réponds de Farruck, qui me l'amène...»

Heyward évita de répondre, et se levant:

« Messieurs, conclut-il, allons assurer à notre compagne de voyage qu'elle peut dormir en paix... Nous lui présenterons en même temps le héros de la soirée. »

Pacôme avait déjà reçu les félicitations du conseil. La princesse, un instant plus tard, y joignit gracieusement les siennes.

Le digne garçon, tout confus de sa gloire, rougissait jusqu'aux oreilles et baissait le front sous l'éloge. Sa promise, au contraire, se redressait, toute fière et la joie dans les yeux.

« M'est avis, balbutia-t-il enfin, que, si j'ai tenu bon, c'est surtout parce que la cousine était-là. Tous ces compliments, elle les mérite autant que moi...

— Eh bien! dit en souriant Wanda, ce voyage n'était-ce pas une occasion de mieux vous apprécier, de mieux vous aimer tous les deux?

— En attendant le *conjungo*, conclut le Normand. Eh! je n'ai jamais dit non...

— Ni oui bien franchement!... riposta la Bretonne.

— D'accord, ma mie!.. Ce n'était que par transaction, comme a dit le juge... mais à présent, vrai de vrai, c'est par estime et réciproque amitié!... Topons, la Nanette! »

Et lui tendi la main.

. . . . . .

Le lendemain, après un nouveau conseil où le chef-guide Ali se rallia non sans peine à l'audacieux projet de David Heyward, la caravane se dirigea vers le Kilimandjaro.

C'est l'un des massifs les plus étendus, les plus élevés de l'Afrique. Sa cime, — il ne s'agissait, bien entendu, que de franchir ses premiers contreforts, — sa cime principale se dresse sous la forme d'un dôme majestueux à environ trois degrés au sud de l'équateur; elle s'élance à plus de six mille mètres d'altitude.

A cette question posée par Wanda: « Est-ce vous, sir Heyward, qui avez découvert ce colosse? » l'Américain avait sincèrement répondu:

« Non, ce n'est pas moi qui l'ai vu le premier. Ce fut, en 1848, le missionnaire Rebmann qui le signala. Krapf lui rendit visite en 1849 et 1851. Il fut exploré plus tard, avec une véritable conscience de savant par le baron de Decken.

— Et, fit Zéphirin, M. de Decken en a sans doute rapporté des curiosités qui enrichissent les musées de l'Allemagne?

— Il n'y a trouvé répondit David, que des neiges éternelles.

— Quoi!... se récria Marius Arnoux, de la glace! ajouta l'Américain.

— Encore de la glace et toujours de la glace!

— Et nous avons dans la plaine cinquante degrès de chaleur! reprit le Marseillais. Bagasse! quel régal de sorbets s'il était permis de gravir jusque-là! Avez-vous tenté l'ascension du Kilimandjaro, sir Heyward?

— Oui... il y a quelques années, lorsque j'en étudiais les abords...

— Etes-vous arrivé jusqu'au sommet? interrogea Zéphirin, comme sous le coup d'une pensée soudaine.

— Non, lui fut-il répondu, j'y renonçai. D'autres avaient déjà planté leurs drapeaux sur les glaciers. En ma qualité de citoyen des États-Unis, je n'aime pas beaucoup les redites...

— Mais! mais! protesta notre savant, tout que la botanique et la zoologie n'ont

Le pharmacien ne se montra pas satisfait de ce raisonnement:

« J'admets tout ce que vous nous dites sur les peuples et les nationalités, reprit-il avec une audace qui ne lui était pas habituelle; mais, quant aux glaciers persistants du Kilimandjaro, vous me permettrez de n'y ajouter qu'une foi relative. Cette montagne n'est en résumé pas beaucoup plus haute que celles de l'Abyssinie, qui, bien qu'assez loin de la ligne équatoriale, ne conservent pas leur linceul blanc... Donc, si la neige n'y tient pas, à plus forte raison fond-elle ici?

— Té, fit le docteur, pas si mal, messire Zéphirin!... Mais, pour un chef tel que sir David, se laisser battre par un apothicaire, c'est triste. »

Avec une nuance d'ironie, l'Américain répliqua:

« Libre à vous, monsieur le naturaliste de croire ou de ne pas croire. Je vais pourtant essayer de vous convaincre. Apprenez, si toutefois en peut vous apprendre quelque chose, que les plus hautes cimes du Sémen n'atteignent pas 5000 mètres, et, autre part, que des montagnes de 4 à 5000 mètres sont éparpillées dans le voisinage du Kilimandjaro, colosse de 6000 mètres, qui se trouve, pour ainsi dire, en famille, comme un géant au milieu de ses rejetons. Tous les pays environnants sont couverts de bois, de hautes herbes, de pâturages, de plateaux élevés et fertiles appelant les brouillards.

(*A suivre*)